

Le journal a-t-il de l'avenir?

Autor(en): **Hafner, Urs**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique**

Band (Jahr): **21 (2009)**

Heft 82

PDF erstellt am: **18.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-971010>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le journal a-t-il de l'avenir ?

La presse écrite traverse une crise dramatique dont elle est coresponsable, affirme Werner A. Meier, chercheur en communication et médias à l'Université de Zurich.

PAR URS HAFNER

Les démocraties libérales sont fières de la qualité et de l'indépendance de leurs médias. Un paysage médiatique diversifié représente en effet une condition essentielle à leur bon fonctionnement. Où, si ce n'est dans leur journal, les citoyens pourraient-ils s'informer des faits et gestes des parlementaires qu'ils ont élus ? Comment pourraient-ils savoir, si ce n'est par la presse, si leur gouvernement tient ses promesses ou si les capitaines de l'économie gardent à l'esprit le bien commun sans obéir uniquement à leur intérêt personnel ?

Bien entendu, les alternatives existent : la télévision, la radio et, de plus en plus, Internet. Le quotidien payant reste pourtant apparemment le média favori du citoyen informé. C'est grâce à lui qu'il se tient au courant des événements et des tendances en matière de politique, de culture, de

sciences et d'économie. Plus encore, ce média lui offre, à lui et à ses contemporains éclairés, une base commune pour débattre de la chose publique et des questions qui s'y rapportent.

La réalité est toutefois un peu différente. On a beau continuer à souligner, lors de diverses célébrations, l'importance politique et étatique de la presse libre, cela ne change rien au fait qu'elle traverse la plus grande crise de son histoire. Le recul du lectorat et du volume des annonces grève sa base financière. Les managers des maisons d'édition opèrent des coupes claires, déciment les rédactions et réduisent d'un cran les honoraires des journalistes libres. Il se pourrait même bien que le quotidien de qualité soit sur le point de disparaître. Pourtant personne ne semble s'en inquiéter.

Werner A. Meier, spécialiste des médias à l'Université de Zurich, trouve cette évolution aussi surprenante que préoccupante. Il cite en exemple le quotidien zurichois *Tages-Anzeiger*, qui au début de l'été a licencié un quart de sa rédaction sans que l'opinion publique ne réagisse. « Il y a dix ou quinze ans, cela aurait déclenché dans tout le pays et ►



chez les lecteurs une tempête d'indignation», affirme-t-il. Les lecteurs se seraient identifiés avec leur journal et auraient exigé l'annulation des licenciements. Pourquoi rien de tel ne s'est-il produit dans ce dernier cas ?

Werner A. Meier estime que le rapport des lecteurs à leur journal s'est modifié au cours des dernières années. Selon lui, la cause est probablement à chercher du côté des journaux gratuits. « Les lecteurs ont remarqué que les grands éditeurs ne poursuivaient qu'un seul objectif avec ces gratuits : gagner de l'argent, explique-t-il. Or à l'origine, les journaux étaient plus qu'un produit commercial. Ils étaient toujours dotés d'une plus-value idéologique ou intellectuelle. Les journaux gratuits déteignent sur les journaux de qualité et les dévalorisent. » En d'autres termes, les grands éditeurs contribuent eux-mêmes à la dévalorisation de leurs journaux de qualité. Le lien avec le lectorat se distend, les gens ne sont plus prêts à payer un prix adéquat ou même à payer tout simplement pour leur journal.

Le chercheur a été frappé par un autre élément lorsque les rédacteurs du *Tages-Anzeiger* ont été licenciés : l'impuissance de la rédaction. Cette dernière a bien tenté d'attirer l'attention sur la situation des personnes licenciées et sur le fait que le groupe TA Media, comme tous les grands éditeurs, d'ailleurs, avait gagné beaucoup d'argent avec les journaux. Les mesures d'économie n'étaient donc pas justifiées. Mais ni l'opinion publique ni les autres médias n'ont repris cette argumentation à leur compte.

D'où vient l'impuissance des journalistes ? Pour le scientifique, ces derniers ont été complètement

pris de cours par les changements qu'a connus le paysage médiatique au cours des dernières années. Ils se sont trop concentrés sur les puissants, pas dans l'idée de les critiquer, mais de les approuver, trop souvent sans aucune distance. Ecrire sur les puissants, ce n'est pas difficile. « On n'a pas besoin d'introduire quelqu'un comme Blocher, note le chercheur. Le journaliste n'est pas obligé de découvrir quelque chose et tous les lecteurs savent de quoi il retourne. » Il est en revanche beaucoup plus difficile de mettre au jour certains dysfonctionnements et les crises à venir, pas seulement dans le secteur financier. Au lieu de se demander si les rapports de pouvoir étaient justifiés, les journalistes ont fini par les cimenter. Or lorsqu'on aménage son activité de façon trop confortable, on court le risque de rester aveugle à certaines réalités.

Aveuglement

Selon Werner A. Meier, l'image que les journalistes ont d'eux-mêmes souffre du même aveuglement. « Nombre d'entre eux cultivent une image idéale de leur profession qui n'a plus grand-chose à voir avec la réalité », argue-t-il. Ils se comportent comme s'ils disposaient toujours de beaucoup de temps pour leurs recherches et pouvaient se spécialiser dans un domaine, alors qu'en réalité leur profession débouche toujours davantage sur du « cross-media ». Le journaliste du futur doit en effet être en mesure de fabriquer plusieurs produits à partir d'un même fait, un article pour la presse écrite, une petite nouvelle pour le gratuit, un texte pour l'édition en ligne et une interview vidéo, voire un petit film. Werner A. Meier n'est guère emballé par cette nouvelle structure que l'on impose aux rédactions : « On parle volontiers de diversité des médias, mais il en résultera probablement une homogénéisation du journalisme. »

« Les médias déjà en place perdent toujours de leur importance lorsque de nouveaux médias surgissent, mais ils ne disparaissent pas, comme le montre l'exemple de la radio et de la télévision », rappelle-t-il. Le journal classique ne disparaîtra donc pas. Mais on ignore encore les nouvelles possibilités et nouvelles formes journalistiques qu'Internet apportera. Le Web ne pourra toutefois pas remplacer le journal dans sa forme actuelle. « Maintenant, c'est à la société civile de jouer, c'est-à-dire aux citoyens engagés de s'impliquer dans ce qui sera l'avenir de la presse écrite », fait-il valoir.

Si cette démocratie pluraliste et libérale que l'on invoque tellement existe bel et bien, ses citoyens devraient s'exprimer lorsqu'un journal disparaît, ou en tout cas afficher leur mécontentement lorsque le volume rédactionnel diminue. Car ce sont les journaux de qualité qui ont contribué à son émergence et à son développement. ■

L'impuissance des rédactions. Les protestations du personnel (ici les collaborateurs du *Tages-Anzeiger*) contre les licenciements restent souvent lettre morte.



Alessandro Della Bella/Keystone